**Les investissements directs étrangers au Cameroun**

**Évolution et poids des IDE au Cameroun**

Le stock d’IDE au Cameroun était estimé par la Cnuced à 6,9 milliards de dollars en 2016 (cf. graphique 1). Les investissements à destination du Cameroun ont connu une accélération à partir de 2010 (taux de croissance annuel moyen de 12,4 % entre 2010 et 2015), mais les difficultés économiques que connaît le pays depuis 2014, en lien avec la chute des prix des matières premières, a conduit à un net ralentissement des projets d’investissement : le stock d’IDE n’a progressé que de 1,9 % en 2016.

|  |  |
| --- | --- |
| **Graphique 1.** Evolution du stock d’IDE au Cameroun (M USD) | **Graphique 2.** Evolution du stock d’IDE français au Cameroun (M EUR) |
|  |  |
| *Source : Cnuced* | *Source : Banque de France* |

Bien que le Cameroun attire des investissements significatifs, son stock d’IDE reste modeste en comparaison avec plusieurs autres pays de la zone CEMAC (Congo, Guinée équatoriale, Gabon), qui concentrent d’importants investissements dans le secteur pétrolier. En 2016, la part du stock d’IDE dans le PIB camerounais ne s’élevait qu’à 23,0 %, contre 289,5 % au Congo, 100,5 % en Guinée équatoriale et 56,0 % au Tchad (cf. tableau). Ces niveaux extrêmement élevés s’expliquent non seulement par l’importance des investissements dans le secteur pétrolier mais également par la grave récession qui a frappé ces pays au cours des dernières années et qui a mécaniquement fait augmenter le ratio IDE/PIB.

**Tableau.** Poids comparé des IDE au Cameroun  
et dans les pays de la CEMAC en 2016

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Pays** | **Millions  de dollars** | **% du PIB** |
| Cameroun | 6 927 | 23,0 % |
| Centrafrique | 657 | 36,5 % |
| Congo | 25 882 | 289,5 % |
| Gabon | 7 467 | 51,7 % |
| Guinée équatoriale | 13 411 | 100,5 % |
| Tchad | 5 420 | 56,0 % |

*Source : CNUCED*

**Place de la France dans les IDE au Cameroun**

Le stock d’IDE français au Cameroun s’élevait à 796 millions d’euros en 2016 selon les chiffres de la Banque de France, en baisse de 3,5 % sur un an (*cf*. graphique 2). La France demeure le principal investisseur étranger du pays mais son poids décline. Le stock d’IDE français enregistre en effet une baisse continue depuis 2012, alors qu’en parallèle le stock total d’IDE poursuit sa progression.

La présence française au Cameroun est le fait d’une centaine de filiales et d’environ 200 entreprises appartenant à des ressortissants français. Les groupes français sont notamment présents dans les secteurs de l’exploitation pétrolière (Perenco exploite les gisements off-shore au large de Kribi), l’industrie agroalimentaire (Compagnie fruitière, Bolloré, Vilgrain, Castel), le bois (Rougier et Pasquet), l’industrie (Lafarge, Air Liquide), le BTP (Vinci/Sogea-Satom, Fayat/Razel, Bouygues), le transport et la logistique (Bolloré, CMA-CGM), les activités financières (Société générale, BPCE, Axa), les télécommunications (Orange), la distribution (franchises des enseignes Super U et Casino, Total, CFAO/Laborex, et plus récemment Carrefour), etc.

Outre les investissements français, les principaux investisseurs étrangers présents au Cameroun sont :

* Agro-alimentaire : Guinness (Royaume-Uni), Nestlé (Suisse), Olam (Singapour) ;
* Banque : BGFI (Gabon), City Bank (États-Unis), Standard Chartered (Royaume-Uni), Ecobank (Afrique du Sud, Nigéria), UBA (Nigéria) ;
* BTP : Arab Contractors (Egypte), China road and bridge Co., Andrade Gutierrez (Brésil) ;
* Chimie, détergents : Colgate Palmolive (États-Unis) ;
* Ciment : Cimaf (Maroc), Dangote (Nigeria), Medcem (Turquie) ;
* Distribution de carburant : Oil Lybia, Texaco (États-Unis) ;
* Énergie : Actis-Eneo (Royaume-Uni) ;
* Hôtellerie : Hilton (États-Unis) ;
* Négoce de matières premières, engrais : Solevo (ex-Louis Dreyfus Commodities Cameroun) (Royaume-Uni) ;
* Pétrole : Addax (Chine) ;
* Télécommunications : MTN (Afrique du Sud), Nextel / Viettel (Vietnam).

**Perspectives**

En dépit d’un climat des affaires difficile – le pays se place en 163ème position sur 190 pays au classement Doing Business 2018 de la Banque mondiale –, le Cameroun dispose d’un potentiel important pour attirer des investisseurs étrangers en raison du poids encore faible des IDE au regard de son économie et de ses perspectives de développement. Les besoins seront importants à l’avenir pour financer des projets d’envergure en PPP tels que des infrastructures de transport, d’énergie (IPP barrages) et pour l’exploitation des ressources gazières.

A court terme, les perspectives sont restreintes par la crise économique et financière qui touche le pays. Le ralentissement de la croissance vient limiter les débouchés potentiels des investisseurs. Enfin, la baisse des recettes publiques et la progression rapide de l’endettement ont conduit l’État camerounais à s’engager à partir de juin 2017 dans un programme triennal avec le FMI. Dans ce cadre, le Cameroun s’est engagé à augmenter ses recettes, ce qui génère un accroissement de la pression fiscale dans des conditions peu appréciées des entreprises, et pourrait susciter des désinvestissements.